



© Cluster Coalition Muniton

# CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S D' EL BUSS

---

**Observatoire des Camps de Réfugié-e-s**  
**Pôle Étude et Recensement des camps**  
Zone Afrique du Nord et Moyen-Orient

FAURE Antoine  
Mai 2021

  
**L'OBSERVATOIRE**  
des camps de réfugiés

# CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S D'EL BUSS

---

Localisation du camp de réfugié-e-s

## **CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP**

Contexte de création du camp

La population accueillie

## **LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE**

Faible protection juridique

Une intervention limitée

## **LA GESTION DU CAMP**

Les gestionnaires du camp

Les services assurés

## **ÉTUDES DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS**

Surpopulation

Mauvaise qualité des infrastructures

Manque d'accès à l'eau potable

Chômage et pauvreté

Insécurité et violence

Situation des personnes vulnérables

## **SOURCES ET RÉFÉRENCES**

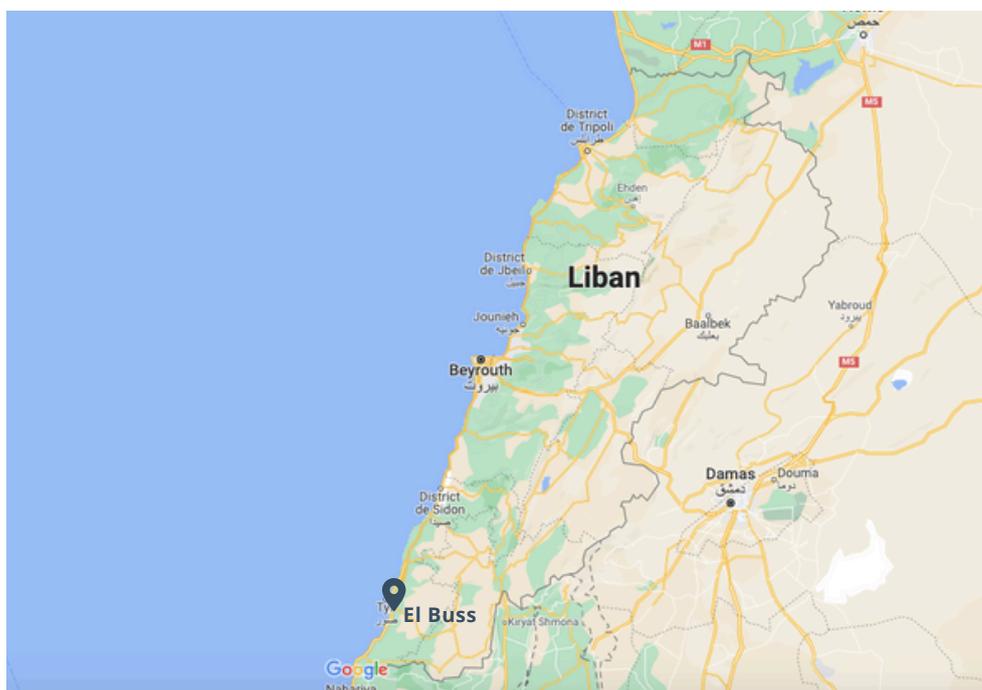
# Localisation du camp de EL BUSS



LE CAMP D'EL BUSS SE SITUE :

- Tyr, sud du Liban
- 33.272256 / 35.210820

Le camp de réfugié-e-s d'El Buss est situé dans le gouvernorat du Liban-Sud. Longeant les ruines du site archéologique d'El Buss, le camp s'est progressivement pérennisé dans l'espace libanais comme quartier à part entière de la ville de Tyr. Le camp se trouve à environ 26 km de la frontière israélienne et à 30 km de la frontière syrienne.



# CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

## CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP

En mai 1948, alors que l'État d'Israël est proclamé, le conflit israélo-arabe qui s'ensuit contraint à l'exode des milliers de personnes originaires de Palestine. Les combats et les expulsions provoquent un important mouvement de population dans la région. A la fin de la guerre en 1949, Israël occupe 78% de la Palestine mandataire et 700,000 personnes originaires de Palestine sont contraintes de quitter le territoire de l'ancienne Palestine britannique.

Poussé par l'exode de 1948, l'exil entraîne une nouvelle distribution spatiale de la population palestinienne qui trouve principalement refuge dans les territoires limitrophes du nouvel État hébreu. Au nord, le Liban commence rapidement à accueillir 100,000 palestinien-ne-s qui y trouvent refuge et le pays voit rapidement sa population augmenter de 10% du fait de l'exode palestinien [1]. Ces arrivées bouleversent l'équilibre démographique et confessionnel du pays, tout juste indépendant depuis cinq ans, et dont l'unité nationale repose sur un compromis communautaire entre les différentes communautés religieuses. Mobiles pendant les premières années d'exil, les réfugié-e-s palestinien-ne-s se déplacent au gré des opportunités de travail avant de se stabiliser géographiquement dans le pays[2].

C'est dans ce contexte de migration forcée que le camp d'El Buss (aussi appelé Al Bass), situé dans la ville de Tyr au sud du Liban, commence à accueillir les premières personnes réfugiées de Palestine. Créé en 1937 par la France pour héberger des réfugié-e-s arménien-ne-s, ces dernier-e-s quittent progressivement Tyr pour s'installer à Beyrouth et dans le reste du pays.

A partir de 1948, les palestinien-ne-s remplacent progressivement la population arménienne du camp[3]. Du fait de sa position géographique proche d'Israël, le camp est situé à seulement 26km de la frontière israélienne, El Buss est devenu l'un des premiers camps à recevoir les palestinien-ne-s venu-e-s se réfugier au Liban (PRL)[4].

Espace riverain à Israël, la ville de Tyr a effectivement représenté le principal point de transit des PRL[5]. Occupant progressivement les habitations arméniennes, beaucoup de réfugié-e-s ont cependant été contraint-e-s de s'installer dans des tentes avant que le camp s'étende et que des maisons en dur s'ajoutent aux constructions du camp initial.

El Buss présente par ailleurs la particularité d'accueillir deux espaces non-palestiniens : une église maronite et un hôpital public libanais qui sont tout les deux des héritages de la présence arménienne et chrétienne datant d'avant 1948[6].

## LA POPULATION ACCUEILLIE

| NATIONALITÉS PRÉSENTES DANS LE  
CAMP :



Palestine



Syrie

| DÉMOGRAPHIE :

# 12,281

**NOMBRE DE PERSONNES  
ESTIMÉES DANS LE CAMP**



En juin 2018, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) enregistrait **12,281 réfugié-e-s dans le camp**[7], dont la grande majorité est originaire de Palestine. La plupart des résident-e-s sont en effet les descendant-e-s de réfugié-e-s palestinien-ne-s venu-e-s s'installer à partir de 1948, principalement en provenance des villes de Haïfa et d'Acre au nord de l'actuel Israël[8]. Majoritairement originaire des classes paysannes de Palestine[9], les réfugié-e-s palestinien-ne-s d'El Buss travaillent pour la plupart dans le secteur agricole et de la construction.

Jusqu'au début des années 2000, la population palestinienne de la région de Tyr n'a pas connu d'augmentation significative. L'émigration vers les grands centres urbains du Liban comme Beyrouth et Tripoli ainsi que vers l'Europe a limité la croissance démographique palestinienne dans le sud Liban[10]. La population d'El Buss a ainsi connu plusieurs années de stagnation relative qui a également été conditionnée par les restrictions libanaises en terme de permis de construire qui ne permettaient pas de bâtir de nouvelles habitations, ni de rénover celles délabrées.

L'apparition du conflit syrien en 2011 a cependant contribué à accroître la population réfugiée au sein du camp. Etat riverain à la Syrie avec lequel le Liban partage une frontière de 375km, au 31 mars 2021, **le Liban recense plus de 855,000 réfugié-e-s syrien-ne-s à l'intérieur de ses frontières**[11], dont 53,000 réfugié-e-s palestinien-ne-s de Syrie[12]. La province du Sud Liban où se trouve Tyr recense elle 96,000 réfugié-e-s syrien-ne-s, soit 11% du total des réfugié-e-s de Syrie du pays.

La politique du « zéro camp » conduite par les autorités libanaises face à la crise syrienne a poussé de nombreu-se-s réfugié-e-s syrien-ne-s et réfugié-e-s palestinien-ne-s de Syrie (PRS)[13] à trouver refuge dans l'un des 12 camps de réfugiés que comptait déjà le pays[14]. A partir de 2011, le camp d'El Buss a ainsi accueilli une minorité de PRS et de réfugié-e-s syrien-ne-s qui sont venues accroître le total de la population du camp.

Dans un recensement de la population au sein des camps de réfugié-e-s palestinien-ne-s au Liban, une petite minorité de libanais-e-s figure également au sein d'El Buss ainsi qu'une minorité de familles chrétiennes originaires de Palestine[15]. Si El Buss est d'abord un espace palestinien au sein du Liban, il est important de signaler que le camp se caractérise également par une certaine diversité au travers de sa population.

Par ailleurs, la proportion homme-femme, est relativement paritaire à travers le camp d'El Buss. En effet, les femmes constituent une petite majorité des résident-e-s et représentent 51,2% de la population, tandis que les hommes représentent quant à eux 48,8% du total de la population[16].

La population du camp est également très jeune, avec près de la moitié des habitant-e-s âgé-e-s entre 5 et 29 ans.

# LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

## FAIBLE PROTECTION JURIDIQUE

Le Liban est le pays accueillant le plus grand nombre de réfugié-e-s par habitant au monde[17]. Toutefois, un ensemble de législations restrictives en matière d'asile a été élaboré, créant un cadre légal dans lequel le pays se refuse à être une terre d'asile. L'installation des étranger-ère-s dans le pays est notamment prohibée par le préambule de la constitution de 1990 afin de préserver l'équilibre confessionnel du pays et pour s'aligner sur les positions de la Ligue arabe qui rejette l'implantation des palestinien-ne-s dans les pays hôtes afin de ne pas entraver leur droit au retour[18].

Les conditions d'accueil des réfugié-e-s au Liban sont les plus strictes et les plus hostiles de l'ensemble de la région et cette population fait face à une grande marginalisation à l'intérieur du pays[19]. Les autorités libanaises ont fortement restreint la protection juridique et l'inclusion des réfugié-e-s au sein de la société et assurent un fort pouvoir de contrôle. Le Liban n'a ainsi pas ratifié la Convention de Genève relative au statut des réfugié-e-s de 1951 qui définit les obligations des États hôtes sur la protection des populations réfugiées, ni son protocole additionnel de 1967 et n'accorde pas le droit d'asile.

Le Liban ne possède pas non plus de législation spécifique sur la question des réfugié-e-s qui sont considéré-e-s comme des « personnes temporairement déplacées » aux yeux du gouvernement. Seul un Memorandum of

Understanding (MoU) signé en 2003 avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) traite du statut des réfugié-e-s dans le pays et offre une première assurance légale en matière d'asile. Le MoU pose la responsabilité du traitement des demandes d'asile à l'UNHCR et permet l'octroi de permis de résidence temporaire pour les demandeur-se-s d'asile d'une durée de trois mois durant lesquels les demandes doivent être traitées. La durée de validité de ces permis est ensuite étendue à six ou neuf mois, le temps alloué à l'UNHCR pour trouver une solution durable, notamment une réinstallation dans un pays tiers [20].

Du point de vue de la loi libanaise, les palestinien-ne-s sont considéré-e-s comme des étranger-ère-s avec un statut particulier. Si la constitution ne prévoit pas l'installation des non-libanais-e-s sur le territoire, les palestinien-ne-s possèdent cependant un droit de résidence car ils-elles n'ont pas à renouveler leur titre de séjour contrairement aux autres étranger-ère-s.

Leur statut juridique reste toutefois fortement restreint. La loi libanaise pose de nombreuses contraintes envers leur installation sur le territoire et d'importantes restrictions en termes d'accès aux droits, à l'emploi et à la propriété sont érigées. Les PRL n'ont notamment pas accès aux hôpitaux publics du pays, ne peuvent pas intégrer la fonction publique, une trentaine de métiers du secteur privé leur reste interdit, un permis de travail difficile à obtenir est nécessaire, la naturalisation est extrêmement difficile et l'acquisition d'un bien immobilier ou foncier est soumise à l'autorisation préalable de l'État.

Cependant, sans intervention étatique dans les camps, les résident-e-s sont *de facto* propriétaires et agissent en tant que tel, même si du point de vue de la loi libanaise la population réfugiée n'est pas légalement propriétaire[21]. Par ailleurs, selon un rapport de l'Organisation internationale du travail et du Comité pour l'emploi des réfugiés palestiniens (CEP) de 2012, seulement 2% possède un permis de travail[22].

## UNE INTERVENTION LIMITÉE

Le rôle du Liban en tant qu'État hôte est ainsi très limité et les réfugié-e-s palestinien-ne-s, notamment celles et ceux vivant dans les camps, sont fortement dépendant-e-s de l'UNRWA pour l'accès à l'éducation, à la santé et pour l'ensemble des services urbains (assainissement, collecte des ordures etc.). L'Accord du Caire de 1969 a notamment garanti une indépendance administrative des camps palestiniens vis-à-vis des autorités libanaises qui ont perdu la possibilité d'interférer dans ces derniers. L'Accord a été abrogé en 1987 mais l'armée libanaise continue de s'abstenir d'entrer dans les camps (à l'exception du camp de Nahr El Bared dans le nord du pays assiégé et détruit par l'armée libanaise en 2007) (26) et n'exerce son pouvoir qu'à l'extérieur pour en contrôler les entrées et les sorties.

Malgré l'absence d'intervention du Liban dans les camps, le pays a toutefois activement participé à leurs créations en prenant la décision à partir de 1948, d'éloigner les réfugié-e-s palestinien-ne-s de la frontière israélienne. L'arrivée des réfugié-e-s syrien-ne-s dans le pays a partir de 2011 a entraîné une approche différente dans la gestion

### Accord du Caire de 1969 :

Après la guerre de 1967 opposant Israël aux nations arabes, la résistance palestinienne se développe au Liban. En riposte aux attaques palestiniennes depuis le territoire libanais, l'armée israélienne bombarde le sud du pays.

Soucieux de faire respecter sa souveraineté nationale, le Liban prend de plus en plus d'oppositions aux militant-e-s palestinien-ne-s et des incidents éclatent entre l'armée libanaise et le mouvement armée palestinien[23]. Le Liban plonge alors dans une crise politique sur la question palestinienne.

Face à l'intensification des combats et à la pression des États arabes pour que le Liban laisse libre les combattant-e-s palestinien-ne-s d'opérer sur son territoire, le président libanais Charles Herou accepte la médiation de l'Égypte[24].

Un accord est alors conclu au Caire en novembre 1969 entre le général de l'armée libanaise Emile Boustany et Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). L'Accord consacre le droit à la résistance armée palestinienne de s'organiser sur le territoire libanais et formalise l'autonomie des camps palestiniens vis-à-vis des autorités libanaises[25].

Depuis 1969, l'armée libanaise n'exerce plus de contrôle dans les camps qui ont depuis basculé sous la souveraineté de l'OLP.

de l'accueil qui s'est opéré via une **politique du « zéro camp »** en refusant la création de nouveaux espaces d'encampement. Cette politique d'accueil limitée a contribué à forcer les personnes déplacées en provenance de Syrie à s'installer en milieux urbains ou auprès des camps et des différents regroupements palestiniens déjà existants.

En mai 2015, les autorités libanaises ont également demandé à l'UNHCR de temporairement suspendre les procédures d'enregistrement des réfugié-e-s syrien-ne-s et ont procédé à la fermeture de la frontière avec la Syrie afin d'attendre la mise en place d'une nouvelle procédure d'enregistrement[27].

En conséquence du durcissement des procédures de protection, la proportion de syrien-ne-s possédant un permis de résidence légal est en constant déclin avec seulement 20% des personnes syriennes âgées de 15 ans et plus en possession de ce permis[28]. Cette mesure pousse la population réfugiée syrienne à vivre dans une plus grande précarité et vulnérabilité quand à leur maintien au sein du territoire libanais.

# LA GESTION DU CAMP

## LES GESTIONNAIRES DU CAMP

El Buss est l'un des 12 camps libanais où l'UNRWA apporte son soutien aux réfugié-e-s palestinien-ne-s pour l'accès à de nombreux services (éducation, santé, gestion des déchets, assainissement etc.). Cependant, l'agence n'est pas responsable de son administration ni de sa sécurité. La coordination générale du camp est à la charge du comité populaire local composé du Fatah (la faction la plus soutenue), du Hamas et d'autres factions comme le Palestinian Islamic Jihad.

De nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) internationales et libanaises sont également présentes sur place et complètent les aides fournies par l'UNRWA dans les domaines de la santé et de l'éducation notamment, ainsi que dans les fonctions de support.

Le gouvernement du Liban a quant à lui un rôle très limité et n'intervient pas dans la gestion quotidienne du camp. Seul un hôpital public construit avant la création du camp est ouvert aux habitant-e-s d'El Buss. L'armée libanaise assure un contrôle à l'unique point d'entrée et de sortie routier et est l'autorité responsable pour l'attribution des permis de construire aux résident-e-s. Plusieurs points de sorties piétons informels sont également présents et ne sont pas contrôlés par l'armée.

La coordination générale du camp est assurée par le comité populaire composé essentiellement du Fatah et du Hamas, mais aussi par d'autres factions palestiniennes telles que le Palestinian Islamic Jihad.

Au niveau de la santé, l'UNRWA est l'acteur principal au sein du camp pour l'assistance des PRL notamment. L'UNHCR est également présente dans le camp et s'occupe des PRS. L'UNICEF vient elle aussi en aide aux réfugié-e-s. D'autres organisations de la société civile complètent également les services des instances onusiennes.

### COORDINATION GÉNÉRALE

Comité Populaire  
(Fatah/Hamas + autres factions (Palestinian Islamic Jihad))



### SANTÉ

UNRWA (supportée par OCHA/Anera)  
UNHCR (pour PRS)  
UNICEF  
Al Shifaa  
Beit Atfal Assumoud  
PWHO/MAP/Caritas



**ÉDUCATION**

UNRWA (école, collège et lycée)  
Naba'a/Najdeh / Beit Atfal Assumoud / Al  
Iman KG/GUPW  
LEAP



L'UNRWA reste l'acteur incontournable pour l'accès à l'éducation des jeunes réfugié-e-s. Il faut aussi noter la présence de nombreuses organisations civiles en matière d'aide scolaire.

**SÉCURITÉ**

Comité populaire  
Armée libanaise



La sécurité du camp est assurée par le comité populaire et l'armée libanaise est présente à l'extérieur pour en contrôler les entrées et sorties.

**PROTECTION/INCLUSION/SUPPORT**

PWHO/Caritas (social/psychosocial)  
Terre des Hommes



Des programmes d'inclusion et de support sont organisés par diverses ONG.



PHOTO : ©2020 GOOGLE  
SOURCE : UNRWA

**Légende**

	Écoles UNRWA		Hôpital libanais		Entrées et sorties contrôlées par l'armée libanaise
	Clinique UNRWA		Terrain sportif		Autres sorties piétonnes non contrôlées

### La création de l'UNRWA :

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est créé en 1949 par la résolution 302 (IV) de l'Assemblée Générale des Nations unies qui stipule son mandat en deux parties : exécuter les programmes de secours directs aux réfugié-e-s palestinien-ne-s et consulter les États de la région concernés sur les mesures à adopter en prévision du moment où l'assistance internationale ne sera plus disponible[31].

Devenue opérationnelle en mai 1950, l'UNRWA est la seule agence onusienne mise en place pour faire face à un problème spécifique de réfugié-e-s dans une zone géographique précise[32]. L'Agence intervient en effet seulement dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, en Syrie et au Liban. Les autres cas de migrations forcées, ainsi que la situation des réfugié-e-s palestinien-ne-s résidants en dehors des cinq zones d'opération de l'UNRWA sont en principe géré par l'UNHCR qui est l'organisation mandataire pour ces autres interventions.

Face à pérennité de la problématique palestinienne, le mandat de l'UNRWA est constamment renouvelé par l'Assemblée Générale et est actuellement prolongé jusqu'au 30 juin 2023. D'après ses propres chiffres, 5,7 millions de personnes réfugiées sont sous la protection de l'Office[33].

## LES SERVICES ASSURÉS

L'UNRWA est le principal pourvoyeur d'aides au sein du camp et opère la gestion de trois écoles ainsi que d'un centre de soins. L'agence onusienne est également chargée de la gestion des déchets, de la distribution de l'eau et de l'assainissement au sein du camp.

## L'ACCÈS À LA SANTÉ

L'UNRWA est le principal fournisseur de soins dans le camp où elle y opère une clinique dotée d'un laboratoire et d'une machine à rayon x. Le centre offre des soins de santé maternelle et infantile ainsi que des soins dentaires et reçoit environ 230 patient-e-s par jour selon les chiffres de l'UNRWA [29]. La clinique mène également une campagne de vaccination gratuite à destination des nouveau-elle-s né-e-s, des femmes enceintes et des enfants scolarisés, ce qui permet **un fort taux de vaccination dans le camp**. Plus spécifiquement, dans le cadre de la lutte contre la propagation du covid-19, l'UNRWA a également établi un centre d'isolement de patient-e-s atteint-e-s du covid dans la clinique[30].

Malgré le fait que les réfugié-e-s palestinien-ne-s n'ont pas accès aux hôpitaux publics du pays, la présence au sein du camp d'un hôpital libanais (Tyre Governmental Hospital) permet un accès spécial pour la population réfugiée. L'existence de cet hôpital public antérieure à l'arrivée des premier-ère-s réfugié-e-s palestinien-enne-s et ouvert à la population palestinienne permettant un plus vaste accès à l'offre de soins au sein du camp.

L'ONG Al Shifaa qui opère des cliniques à travers plusieurs camps de réfugiés est également présente au sein d'El Buss où elle est en charge de la gestion du centre médical Hamza et dispense des soins médicaux aux personnes réfugiées. Le centre a récemment reçu une aide du gouvernement japonais pour la possession d'une machine à rayon x [34].

La Palestinian Women Humanitarian Organization (PWHO) et la Medical Aid for Palestinians (MAP) offrent également une aide aux séniors en leur proposant des séances de rééducation afin de les aider à retrouver leurs mobilités après des accidents et blessures au sein d'un centre spécialisé situé dans le camp. L'association Beit Atfal Assumoud (BAS) gère depuis 2007 un Family Guidance Center au sein duquel des services de psychiatrie, psychothérapie et orthophonie sont dispensés avec le soutien d'Handicap International et de l'Agence française de développement (AFD).

L'UNRWA a également passé des accords avec plusieurs hôpitaux de Tyr afin que les réfugié-e-s palestinien-ne-s puissent avoir une plus importante offre de soins. L'UNRWA couvre par exemple 100% des frais de santé de l'hôpital italien-libanais et de l'hôpital Belsam et 80% des coûts associés à l'hôpital Jabal Hamal qui sont ensemble capables de traiter un plus grand nombre de pathologies que la clinique de l'UNRWA.

Des programmes spécifiques sont également disponibles pour les réfugié-e-s syrien-ne-s de Tyr. L'UNICEF couvre 100% des coûts de prise en charge de l'hôpital Alkayan dans le sud de la ville et l'UNHCR prend en charge à hauteur de 85% les frais des tests de laboratoire pour les jeunes enfants, les séniors, les femmes enceintes et les personnes handicapées du centre de soins

Amel qui offre des consultations générales et spécifiques (gynécologie, dermatologie, cardiologie etc.).

Enfin, la clinique mobile du Caritas Lebanon Migrant Centre (CLMC), financée par la croix rouge danoise, offre des consultations et des médicaments gratuitement aux réfugié-e-s syrien-ne-s.

## L'ACCÈS À L'ÉDUCATION

Tout comme au niveau de la santé, l'UNRWA est le principal pourvoyeur en matière d'éducation. Le système scolaire libanais est ouvert aux réfugié-e-s mais dans les faits ces dernier-e-s sont souvent exclu-e-s des écoles publiques du pays[35]. En conséquence, le rôle de l'UNRWA est primordial pour l'accès à l'éducation des jeunes palestinien-ne-s.

Dans la matière, le camp d'El Buss est relativement bien équipé en terme d'éducation. Contrairement à d'autres camps au Liban, **les écoles de l'UNRWA sont localisées à l'intérieur d'El Buss** et l'Office gère trois établissements scolaires (une école, un collège et un lycée) qui accueillent 1,600 élèves au total. Ces établissements disposent également de bibliothèques avec un accès à internet. Selon la Palestinian Association for Human Rights (PAHRW), la moyenne d'élèves par classe se situe autour de 24,5 dans le camp[36].

Les établissements scolaires d'El Buss accueillent également la plupart des élèves des groupements palestiniens de Jal El Baher situé à environ 1,6km et d'Al Ziraa qui ne possèdent pas de structures de l'UNRWA et qui sont ainsi dépendants de celles d'El Buss.

L'action de l'UNRWA est complétée par la présence de plusieurs ONG. Des jardins d'enfants sont proposés par cinq ONG présentes dans le camp (Nabaa, Al'Iman KG, BAS, Najdeh et GUPW). L'association Learning for the empowerment and advancement of palestinians (LEAP) développe également une aide scolaire dans le camp au travers de programmes d'accompagnement scolaire et d'aide au passage de l'examen d'entrée au lycée libanais.

Par ailleurs, en 2019, El Buss s'est démarqué par l'admission à l'université d'Harvard aux États-Unis d'un étudiant du lycée Deir Yassin de l'UNRWA après que celui-ci ait été classé premier à l'épreuve de sciences de la vie du baccalauréat libanais dans la région du Liban Sud et huitième au niveau national[37].

## L'ACCÈS À LA NOURRITURE

En comparaison avec de nombreux camps dont la principale caractéristique est l'enfermement des populations, **le camp d'El Buss apparaît être assez ouvert et de fonctionner comme un quartier de la ville de Tyr**[38]. Si le camp reste toutefois un espace spatialement fermé par l'armée libanaise, son intégration au reste du tissu urbain

permet aux résident-e-s de s'approvisionner auprès des magasins de la ville en complément des commerces présents à l'intérieur du camp.

De nombreux commerces sont situés sur les principaux axes routiers à l'intérieur du camp permettant aux résident-e-s de s'y rendre pour acheter leurs besoins alimentaires. Une zone commerciale est également présente à la marge du camp, sur les limites nord et est particulièrement, qui sont deux axes importants de circulation de Tyr, et se rejoignent autour du rond-point d'El Buss à l'extrémité nord-est[39].

Ces zones de commerce comprennent ainsi de nombreux points de vente de nourriture, tels que restaurants et cafés dans lesquels peuvent s'approvisionner tant la population réfugiée du camp que les libanais-e-s de Tyr. Les nombreux commerces aux extrémités du camp ont ainsi permis de générer une activité économique au sein d'El Buss où de nombreux libanais-e-s viennent s'approvisionner du fait que les produits y sont généralement moins chers que dans le reste de la ville.

L'accès aux biens alimentaires s'opère donc principalement à travers l'action commerciale et l'achat auprès de vendeur-euse-s palestinien-ne-s ou libanais-se-s et non au travers la distribution humanitaire contrairement à la situation prévalant dans beaucoup d'autres camps fermés où les réfugié-e-s sont fortement dépendant-e-s des gestionnaires étatiques et institutionnels comme l'UNHCR.

Pour les réfugié-e-s palestinien-ne-s les plus vulnérables, l'UNRWA distribue **une aide financière à hauteur de \$30 USD (25€) par trimestre** ainsi qu'une aide alimentaire pour alléger les effets de la pauvreté extrême et

permettre de libérer une nouvelle entrée d'argent. Des distributions d'aide alimentaire sont également établies par plusieurs ONG.

## L'ACCÈS À L'EAU

L'approvisionnement du camp en eau dépend des réserves disponibles de l'Office national du Litani (institution publique qui gère entre autres la gestion du fleuve Litani et de la distribution de son eau).

**L'accès à l'eau potable est cependant insuffisant et l'eau approvisionnée par les canalisations est impropre** et donc seulement disponible pour l'utilisation domestique. Celle-ci doit être d'abord purifiée et stérilisée avant de pouvoir être utilisée pour la consommation humaine. Cependant, il est important de noter que l'eau distribuée par les réseaux public du pays est généralement de mauvaise qualité et n'est donc pas une situation propre au camp d'El Buss[40].

Pour faire face à ce problème, de nombreux résidents doivent recourir à acheter de l'eau en bouteille ou auprès de revendeurs privés.

## INFRASTRUCTURES, ASSAINISSEMENT ET ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

Les résidents d'El Buss vivent dans des habitations en dur construites par les réfugiés souvent les uns sur les autres du fait du manque de place. Avec la fin des restrictions imposées par les autorités libanaises en 2005, le camp a connu

une nouvelle dynamique de constructions et une forte augmentation du bâti s'est opérée. De nouveaux étages ont été ajoutés aux anciens immeubles et des nouvelles constructions ont également pris place sur des terrains qui étaient restés jusque là vides. 90 % des rues du camp sont assez larges pour le trafic routier[41] tandis que le reste consiste en de petites allées seulement accessibles aux piétons. L'ensemble des rues sont goudronnées, permettant une meilleure mobilité dans le camp, notamment pour les voitures.

El Buss produit huit tonnes de déchets solides par jour[42] et la gestion des déchets relève entièrement de l'UNRWA qui assure la collecte quotidiennement. Les déchets collectés sont ensuite enfouis ou brûlés dans des décharges sauvages sans contrôle non loin du camp.

Un plan pour mieux gérer le traitement des déchets (réduction, recyclage, collecte et équipements) doit être mis en place par l'UNRWA afin d'améliorer l'efficacité de la collecte et du traitement[43].

D'importants travaux ont eu lieu entre 2007 et 2008 pour la modernisation des canalisations d'eaux et d'égouts du camp qui sont connectées au réseau municipal et sont maintenant entièrement souterraines, ce qui limite la propagation des maladies et des mauvaises odeurs. Le réseau de canalisation des eaux pluviales est décrit comme étant en bonne condition[44], mais des projets de réhabilitation sont prévus.

Les habitant-e-s d'El Buss ont accès à l'électricité depuis 1965 lorsque le gouvernement libanais s'est occupé des infrastructures électriques du camp et le réseau est depuis directement rattaché à l'Électricité du Liban (EDL). Deux générateurs sont également installés dans le camp pour pallier aux coupures de courant qui sont fréquentes, mais de nombreuses familles n'ont pas les moyens financiers pour souscrire à leurs abonnements et ces générateurs sont aussi sources d'importants niveaux de pollution[45].

## L'ACCÈS AU SPORT ET AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL

La vie communautaire d'El Buss est marquée par la présence de plusieurs centres sportifs et associatifs établis par les résident-e-s et plusieurs ONG locales et internationales. Ces centres organisent de nombreux événements et activités (lecture, aide aux devoirs etc.) pour faire vivre le camp et favoriser un meilleur dialogue au sein de la population.

Au niveau sportif, un terrain de sport a été créé dans le camp en 2010 grâce à un financement

italien, et en 2016, un terrain de foot a été rénové par les associations Terre des Hommes et l'Al Shabaka. Les deux organisations ont réhabilité le terrain, mis en place un système d'éclairage pour qu'il puisse être utilisé le soir et installé des bancs pour les joueur-euse-s et le public[46].

Le Family Guidance Center créé en 2007 par l'association BAS offre des services sociaux et éducatifs à destination des familles, des jeunes et des séniors. Avec des apports financiers de Handicap International et de l'AFD, le centre d'aide social permet d'apporter un suivi psychiatrique du public visé ainsi que des consultations en psychomotricité et en orthophonie[47]. L'association Naba'a a également ouvert un centre dans lequel est organisé de nombreuses activités pour les enfants (jeux, activités d'été, projets éducatifs etc.) et dans lequel sont organisés des campagnes de sensibilisation.

La PWHO en partenariat avec Caritas apporte également une aide sociale et des activités pour les seniors du camp à travers l'organisation d'ateliers de lecture, de cuisine et de jeux pour maintenir les liens sociaux auprès de cette population. L'association propose également des ateliers de sensibilisation.

Le Nabil Badran Center est un autre centre communautaire centré sur les questions du handicap liées à l'enfance. Soutenue financièrement par la Norwegian People's Aid Association, l'organisation apporte son aide auprès d'enfants en situation de handicap mais a connu une forte diminution de ses apports financiers ce qui a contraint le centre à fortement diminuer son offre de services.

# ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

L'UNRWA est la principale agence responsable de la prise en charge des réfugié-e-s palestinien-ne-s à la fois du Liban et de Syrie présent-e-s dans le camp. L'organisation onusienne rencontre d'importants problèmes de financement de la part de ses donateurs internationaux qui entravent sa capacité d'action et la qualité des services fournis aux réfugié-e-s. En conséquence, le camp d'El Buss fait face à de nombreux problèmes liés à la fois à une aide humanitaire insuffisante et à des politiques libanaises contraignantes envers les populations réfugiées présentes sur son territoire.

## SURPOPULATION

Le camp d'El Buss est marqué par une forte surpopulation[48]. Depuis l'arrivée des premier-ère-s réfugié-e-s palestinien-ne-s, la superficie du camp (environ 1km carré) n'a pas changé malgré que sa population ait fortement augmenté. Suite à la fin des limitations sur l'introduction de matériaux de construction imposées par l'État libanais **depuis 2005, le camp a connu une forte densification de son bâti et une augmentation de sa population.** De nouveaux étages se sont ajoutés aux immeubles existants du camp qui étaient généralement composés d'un ou deux initialement. La surcharge entraînée par cette accumulation d'étages menace les fondations qui n'ont pas été construites pour supporter cet alourdissement et le risque d'effondrement est par conséquent élevé. L'arrivée de nouveau-elle-s réfugié-e-s de Syrie a renforcé la surpopulation initiale dans un contexte

national marqué par une augmentation du nombre de réfugié-e-s palestinien-ne-s de Syrie à travers l'ensemble des camps palestiniens du pays[49].

La surpopulation et la densité de la surface du bâti contribuent également à la perte d'espaces verts empêchant la présence de parcs ou jardins pour permettre aux enfants de jouer et faire du sport. La faible présence de tels espaces limitent également la possibilité de faire diminuer la température au sein du camp. La forte densité des bâtiments, et notamment les espaces réduits entre ces derniers, contribue à la dégradation de la qualité de l'air en empêchant la circulation des polluants qui stagnent entre les immeubles.

## MAUVAISE QUALITÉ DES INFRASTRUCTURES

El Buss et l'ensemble des camps palestiniens de Tyr concentrent la plus haute densité d'habitation de la ville et sont associés à la mauvaise qualité des matériaux utilisés dans la construction du bâti[50]. D'après un rapport du PNUEH (ONU Habitat) sur l'état des lieux de la ville de Tyr, **la situation du logement au sein des camps palestiniens est jugée comme étant critique et nécessite d'importants travaux de rénovation**[51].

L'expertise du rapport pointe du doigt l'état avancé de la détérioration des habitations au sein du camp et les différents risques liés au délabrement constaté. L'armée reste chargée de la délivrance des permis de construction et de la limitation des matériaux pouvant être importés dans le camp. Les habitant-e-s ont ainsi tendance à rationaliser l'utilisation des matériaux autorisés à entrer afin d'optimiser leur usage, ce qui entraîne des constructions et des travaux de rénovation incontrôlés et ne respectant pas les règles de sécurité. Cette situation provoque des défauts structurels dans les édifices et amplifie la détérioration du bâti et les risques d'effondrement.

Comme beaucoup d'autres camps du Liban, El Buss est également caractérisé par un réseau de câbles électriques dense et archaïque qui pose d'importants risques d'électrocution, notamment lorsque ces derniers sont placés près des conduites d'eau[52]. Il y a un fort besoin de réorganiser ces câbles de façon à ce qu'ils ne constituent plus de risques.

## MANQUE D'ACCÈS À L'EAU PORTABLE

La fourniture en eau potable est extrêmement limitée et les habitant-e-s doivent recourir à l'achat d'eau en bouteille ou auprès de revendeur-se-s d'eau pour leurs besoins d'hydratation. **L'eau desservie par le réseau de canalisation du camp provoque un niveau élevé de contamination au coliforme fécal** (bactéries vivants dans les intestins humains et animales) et signale donc une importante contamination fécale des eaux[53].

Pour illustrer ce problème, **100% des échantillons prélevés par l'UNRWA en 2016 dans le camp ont démontré cette contamination**[54]. En conséquence, l'intégralité de l'eau distribuée impropre à la consommation humaine. Cependant, malgré le fait que l'eau ne soit pas potable, 23% des PRL de la région de Tyr continuent à utiliser l'eau du robinet comme principale source d'approvisionnement[55], notamment du fait du manque de moyens financiers pour acheter de l'eau auprès des revendeur-se-s qui est plus chère.

## CHÔMAGE ET PAUVRETÉ

Les réfugié-e-s palestinien-ne-s d'El Buss comme dans les autres camps palestiniens du Liban font face à d'importantes restrictions sur le marché de l'emploi. Le manque de travail entraîne **un important taux de chômage au sein du camp**. Malgré le fait que le camp est plus ou moins ouvert sur le reste de la ville de Tyr, trouver un emploi continue de représenter un important frein pour les différents ménages vivant à El Buss.

38% seulement des réfugié-e-s palestinien-ne-s de Tyr et de sa région sont actifs économiquement (56), ce qui impact fortement les revenus des ménages et les conditions de vie des familles. La participation des femmes dans la vie active est beaucoup plus faible par rapport aux hommes (13,5% contre 65%)[57] et la population féminine est principalement employée auprès de l'UNRWA, dans les ONG présentes dans le camp ou dans le secteur du commerce[58].

Les restrictions à l'embauche forcent également les réfugié-e-s palestinien-ne-s à trouver du travail dans le secteur informel caractérisé par des contrats courts et faiblement rémunérés. **L'agriculture saisonnière constitue une importante source d'emploi pour les réfugié-e-s de Tyr**, mais représente le secteur le moins bien payé ce qui contribue davantage à accroître la pauvreté des palestinien-ne-s au sein du camp.

La situation socio-économique de la population reste extrêmement précaire et de nombreu-se-s réfugié-e-s continuent à ne pas avoir les ressources nécessaires pour satisfaire l'ensemble de leurs dépenses (logement, nourriture, électricité etc.).

Près de 72% des réfugié-e-s de région de Tyr vivent sous le seuil de pauvreté[59] et la région enregistre l'un des plus forts taux de pauvreté des réfugié-e-s palestinien-ne-s libanais-se-s du pays (72% contre 65% pour le reste du pays)[60].

Le chômage et les faibles revenus continuent de représenter les causes principales de pauvreté parmi les réfugié-e-s, et d'après une enquête de terrain, 40% des habitant-e-s d'El Buss affirment que leurs revenus ne suffisent pas à couvrir l'ensemble de leurs dépenses[61]. **De nombreu-se-s réfugié-e-s sont alors contraint-e-s d'acheter à crédit, conduisant ces dernier-ère-s à s'endetter**. L'endettement contribue également à une plus forte précarisation de la population réfugiée, amenant à une situation de vulnérabilité multifformes.

Malgré une baisse du taux de pauvreté dans la région de Tyr depuis 2010, de nombreu-se-s réfugié-e-s palestinien-ne-s demeurent en situation de grande précarité et les conditions de vies des réfugié-e-s du camp sont similaires à celles des libanais-e-s les plus pauvres travaillant dans le secteur informel.

L'arrivée de réfugié-e-s en provenance de Syrie a entraîné une hausse du coût de la vie, augmentant le prix des loyers[62] et de la nourriture, et a également participé à une baisse des salaires du fait d'une compétition accrue sur le marché du travail[63]. En 2017, 23% des ménages de Tyr ont ainsi connu une baisse de leur niveau de revenu[64], une situation qui n'a pas épargné les réfugié-e-s déjà présent-e-s.

## INSÉCURITÉ ET VIOLENCE

De par sa situation géographique, El Buss a été épargné de la majorité des violences durant la guerre civile libanaise de 1975 à 1990. Cependant, le camp reste animé par des épisodes de violence entre les factions palestiniennes rivales et entre trafiquant-e-s de drogue et forces de sécurité. **Ces violences alimentent un contexte d'insécurité pour l'ensemble de la population vivant et travaillant dans le camp.**

La consommation de drogues est l'un des plus grands problèmes touchant les jeunes palestinien-ne-s vivant dans les camps en raison des privations et des mauvaises conditions économiques. Des groupes affiliés aux trafics de drogue sont présents dans le camp et des combats sporadiques opposent les trafiquant-e-s aux forces de sécurités.

Des incidents ont été enregistrés entre les habitant-e-s du camp et les autorités libanaises. En septembre 2016 par exemple, les forces de sécurité intérieure (FSI) ont dû faire usage de leurs armes lorsqu'elles tentèrent d'enlever une structure illégale construite par un résident palestinien aux abords du camp et qui se firent tirer dessus[65]. Au cours de l'affrontement, huit personnes furent blessées, dont six forces de l'ordre.

## SITUATION DES PERSONNES VULNÉRABLES

Plusieurs cas de violence envers les femmes ont été répertoriés, notamment lorsque celles-ci sont insérées professionnellement[66].

Dans les camps palestiniens où la norme pousse les femmes à prendre la responsabilité des tâches ménagères[67], **l'emploi féminin peut s'avérer être un catalyseur de violences à l'encontre des femmes salariées au sein des ménages où l'homme n'a pas réussi à trouver un travail.**

Cette répartition des tâches fondée sur le genre pousse les hommes à avoir la responsabilité de pourvoir aux besoins financiers de la famille par le biais du travail. Or, trouver un emploi stable peut s'avérer difficile en raison des restrictions à l'embauche et de la crise économique qui frappe le Liban. Comme vu précédemment, le taux de chômage est extrêmement élevé, faute de débouchés professionnelles. Par ailleurs, les secteurs professionnels du bâtiment et de l'agriculture, qu'occupent la plupart des hommes d'El Buss, restent des emplois précaires et faiblement rémunérés.

L'inactivité professionnelle entraîne en conséquence l'apparition de troubles psychosociaux qui débouchent sur des cas de dépression et de violences domestiques envers les femmes du camp. Certains hommes forcés à rester dans le foyer se montrent alors violents verbalement et/ou

physiquement à l'encontre de leurs épouses aussi bien salariées que sans activité professionnelle.

**Beaucoup d'enfants sont également contraints de travailler** dans les exploitations agricoles ou de vendre des biens dans les rues de la ville et du camp pour contribuer financièrement aux besoins de la famille. Plus de 70% des enfants réfugié-e-s syrien-ne-s sont par exemple contraint-e-s de travailler pour contribuer financièrement aux revenus de leurs familles[68].

Cette situation accélère les phénomènes de déscolarisation parmi les enfants réfugié-e-s et augmente les risques d'exploitation professionnelle et de traite humaine.

Un autre effet de la précarité des familles réfugiées est le **recours au mariage précoce** dans le but d'alléger les charges dans la mesure où de nombreux ménages n'arrivent pas à subvenir aux besoins de l'ensemble de la famille. De nombreuses jeunes filles réfugiées dans la ville de Tyr sont alors contraintes de se marier jeunes, intensifiant le risque des grossesses précoces et les risques psycho-sociaux qui y sont associés[69].

# SOURCES ET RÉFÉRENCES

- [1] Baron, Xavier, « Histoire du Liban, des origines à nos jours », Tallandier, 2019, p. 277.
- [2] Agier, Michel, « Un monde de camps », La Découverte, 2014.
- [3] Doraï Mohamed, « Le camp de réfugiés palestiniens d'Al Buss à Tyr : Ségrégation et précarité d'une installation durable », Bulletin de l'Association de Géographes Français, 2016, pp. 93-104.
- [4] Palestinian Refugees from Lebanon
- [5] Doraï Mohamed, « Les réfugiés palestiniens du Liban : Une géographie de l'exil », CNRS Éditions, 2006, pp. 35-77.
- [6] Doraï Mohamed, « Le camp de réfugiés palestiniens d'Al Buss à Tyr : Ségrégation et précarité d'une installation durable », op. cit., p. 100.
- [7] UNRWA, « El Buss Camp », UNRWA, <https://www.unrwa.org/where-we-work/lebanon/el-buss-camp>, accédé le 25 octobre 2020.
- [8] La Vie - Le Monde, « Le Moyen-Orient en cartes, La Palestine : Une perte continue de territoire », La Vie - Le Monde, 2020, pp. 98-99.
- [9] Hirst, David, « Une histoire du Liban, 1860-2009 », éditions Perrin, 2010, p. 121.
- [10] Doraï Mohamed, « Le camp de réfugiés palestiniens d'Al Buss à Tyr : Ségrégation et précarité d'une installation durable », op.cit., p. 98.
- [11] UNHCR, « Syria Regional Refugee Response », UNHCR, <http://data2.unhcr.org/en/situations/syria>, accédé le 14 juillet 2021.
- [12] Erslev Anderson, « The neglected: Palestinian refugees in Lebanon and the Syrian refugee crisis », DIIS Report, No. 2016:12, 2016., p. 36.
- [13] Palestinian Refugees from Syria
- [14] Government of Lebanon and UN Resident and Humanitarian Coordinator for Lebanon, Lebanon Crisis Response Plan 2017-2020 (2029 update), 2020, p. 4.
- [15] Lebanese Palestinian Dialogue Committee, Central Administration of Statistics, Palestinian Central Bureau of Statistics, « The Population and Housing Census in Palestinian Camps and Gatherings - 2017, Detailed Analytical Report », LPDC, 2019., p. 235
- [16] LPDC, op. cit., p. 252.
- [17] UNHCR, « Le nombre de réfugiés syriens au Liban dépasse désormais un million », UNHCR, 2014. <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2014/4/533c330ac/n-ombre-refugies-syriens-liban-depasse-desormais-milllion.html>
- [18] Baron, Xavier, « Le Liban en 100 questions : Une exception menacée », Tallandier, 2020, p. 177.
- [19] Suleiman, Jaber, « Trapped refugees: the case of Palestinians in Lebanon », in « No refuge: Palestinians in Lebanon », Refugee Studies Centre Working Paper Series No. 64, 2010, p. 7.
- [20] UNHCR, « Country operations plan: Lebanon », UNHCR, 2004. <https://www.unhcr.org/3fd9c6a14.pdf>.
- [21] Chaaban, Jad, Salti Nisreen, « Survey on the Socioeconomic Status of Palestine Refugees in Lebanon 2015 », AUB, UNRWA, 2016. p. 127 ; UNRWA, « Youth strategic framework for Palestine refugees in Lebanon », UNRWA, UNICEF, 2018, p. 3.
- [22] ILO, CEP, « Palestinian Employment in Lebanon Facts and Challenges: Summary Report », ILO, CEP, 2012, p. 100.
- [23] Feuer, Guy, « Les accords passés par less gouvernements de Jordanie et du Liban avec les organisations palestiniennes », 1970, pp. 177-179.
- [24] Baron, Xavier, op. cit.
- [25] Ramadan, Adam, Fregonese, Sara, « Hybrid sovereignty and the state of exception in the Palestinian refugee camps in Lebanon », Annals of the American Association of Geographers, vol. 107, no. 4, p.p. 965-969.
- [26] Najdeh, « Nahr el Bared Campaign », <https://association-najdeh.org/en/nahr-el-bared-campaign/>, consulté le 14 juillet 2021.
- [27] Amnesty International, « Lebanon: Pushed to the edge: Syrian refugees face increased restrictions in Lebanon », Amnesty International, 2015, p. 16.
- [28] Reliefweb, « VASyR 2020: Vulnerability Assessment of Syrian Refugees in Lebanon », UNHCR, WFP, UNICEF, 2020, pp. 31-33.
- [29] UNRWA, « « El Buss Camp », ibid.
- [30] UNRWA, « UNRWA flash appeal for the covid-19 response report », UNRWA, 2020.
- [31] Assemblée Générale, « Resolution 302 (IV) Assistance to Palestinian refugees », paragraph7, 8 décembre 1949.
- [32] Bocco, Ricardo, « UNRWA and the Palestinian refugees: a history within history », Refugee Survey Quarterly, 2009, pp. 230-237.
- [33] UNRWA, « What we do », UNRWA, disponible à <https://www.unrwa.org/what-we-do>, accédé le 6 juillet 2021.
- [34] Ambassade du Japon au Liban, « Japan Supports Hamza Medical Center run by Al Shifaa for Medical & Humanitarian Services », Press Release, 2020.
- [35] UNHCR, « The situation of Palestinian refugees in Lebanon », UNHCR, 2016, p. 9.
- [36] PAHRW, « The Status and Needs of Palestinian Camps and Communities in Lebanon », Field Study, 2011.
- [37] UNRWA, « Harvard-bound Ismail Ajjawi an inspiration to fellow UNRWA students », UNRWA, 2019.
- [38] Doraï, Mohamed, « Les réfugiés palestiniens du Liban : Une géographie de l'exil », op. cit., pp. 79-114 ; Das, Ruben, Davidson, Julie, « Profiles of Poverty : The human face of poverty in Lebanon », Dar Manhal al Hayat, 2011, p. 359.
- [39] Doraï Mohamed, « Le camp de réfugiés palestiniens d'Al Buss à Tyr : Ségrégation et précarité d'une installation durable », op. cit.
- [40] Banque Mondiale, « Le Liban et l'eau : du mythe à la réalité », BM, 2013.

- [41] UNRWA, « Inventory and Needs Assessment on Environmental Infrastructure and Environmental Health in the 12 Palestine refugee camps in Lebanon, Response Plan 2018 - 2021 by Field Infrastructure and Camp Improvement Programme (FICIP) », UNRWA, 2018, p. 121.
- [42] Ibid, p. 162.
- [43] Ibid, p. 168.
- [44] Ibid, p. 159.
- [45] Ibid, p. 20.
- [46] American University of Beirut, « Al Buss camp, community service project », 2016.
- [47] Plus d'informations sur la page du centre disponible à : <https://www.socialcare.org/portal/family-guidance-center-el-buss/60/>, accédé le 14 juillet 2021.
- [48] Meier Daniel, « Mariage et identité nationale au Liban. Les relations libano-palestiniennes dans le Liban de Taëf (1985-2005) », Genève, Institut de hautes études internationales et du développement, 2008, p. 45.
- [49] Gouvernement du Liban, « Lebanon Crisis Response Plan 2017-2020 (2019 Update) », Gouvernement du Liban, 2019, p. 14.
- [50] UN Habitat, « Tyre City Profile: 2017 », UN Habitat, 2017, pp. 72-74.
- [51] Ibid, pp. 72-74.
- [52] Daleel Madani, « RFP #: L106-L117 Electricity works in Palestinian Refugee Camps and Gatherings », Daleel Madani, 2019. <https://daleel-madani.org/civil-society-directory/ark-lebanon/calls/rfp-l106-l117-electricity-works-palestinian-refugee-camps>, accédé le 07 février 2021.
- [53] UNRWA, 2018, op. cit., p. 133.
- [54] Ibid. p. 133.
- [55] Chaaban, Jad, Salti Nisreen, « Survey on the Socioeconomic Status of Palestine Refugees in Lebanon 2015 », op. cit, p. 131.
- [56] ILO, CEP, « Palestinian Employment in Lebanon: Facts and challenges, Labour force survey among Palestinian refugees living in camps and gatherings In Lebanon », ILO, CEP, 2012, p. 125.
- [57] Ibid, p. 125.
- [58] UN Habitat, op. cit., p. 63.
- [59] Chaaban, Jad, Salti Nisreen, op. cit, p. 56.
- [60] Ibid, p. 57.
- [61] Khalidi, Aziza, Tabbarah, Riad « Working Unprotected: Contributions of Palestinian Refugees Residing in Camps & Some Gatherings to the Lebanese Economy », The Right to Work Campaign, 2008, p. 131.
- [62] Gouvernement du Liban, op.cit, p. 14.
- [63] Baron, Xavier, « Le Liban en 100 questions : Une exception menacée », op. cit, p. 328.
- [64] UN Habitat, op. cit, p. 59.
- [65] Civil Society Knowledge Center, « Shooting in Bass Camp -Tyr upon removing an illegal structure », Lebanon Support, 2016. <https://civilsociety-centre.org/sir/shooting-bas-camp-%E2%80%93tyre-upon-removing-illegal-structure>
- [66] UNWOMEN, « Understanding masculinities, results from the International Men and Gender Equality Survey in the Middle East and North Africa », UNWOMEN, 2017, pp. 181-190.
- [67] Latif, Nadia, « "It was better during the war": narratives of everyday violence in a Palestinian refugee camp », Feminist review n° 101, 2012, p. 26.
- [68] Terre des Hommes, « Le mariage précoce et le travail des enfants : les effets de la crise syrienne au Liban », Terre des Hommes, 2018, accessible à : <https://www.tdh.ch/crise-syrienne-liban>, consulté le 25 juillet 2021.
- [69] Latif, Nadia, « "wlt was better during the war": narratives of everyday violence in a Palestinian refugee camp », Feminist review n° 101, 2012, p. 26.